

n°72 - novembre 2008

Reconsidérer la richesse

Mots clés associés : indicateurs | modèles de développement, (dé)croissance | crise écologique | crise financière | crise sociale | économie sociale et solidaire | inégalité sociale | modes de vie | monnaies sociales

Résumé

Notre paysage économique, social, écologique et culturel se bouleverse profondément et rapidement. Face à ce constat, les outils de mesure de nos activités, en particulier le PIB, ne sont plus adaptés. Pour répondre à la démesure de la crise que nous vivons, il est urgent d'inventer de nouveaux indicateurs de richesse prenant notamment en compte les biens écologiques et sociaux non-marchands jusqu'à présent ignorés par les instruments économiques classiques.

Mais au-delà, il nous faut changer nos modes de vie, nos modes de production et de consommation. Il nous faut aborder la question monétaire. Pourquoi ne pas concevoir et mettre en œuvre, à côté des monnaies existantes, une monnaie complémentaire mondiale, fondée sur "un panier" de ressources en matières premières, donc en rapport avec l'économie réelle, qui serait un outil de régulation et de lutte contre les mouvements spéculatifs ? C'est une nouvelle approche globale de la richesse que l'auteur appelle de ses vœux.

Cet article est repris de la préface de la réédition de l'ouvrage de Patrick Viveret *Reconsidérer la Richesse* à paraître aux Éditions de l'Aube.

Télécharger l'article en format pdf :



Mise en garde : Cette version imprimable fait référence à l'ancien plan de classement de l'encyclopédie.

La nouvelle classification de cet article est :

- 1.3- Le développement durable en débat

Auteurs

Viveret Patrick

philosophe et essayiste, est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la philosophie politique, l'économie, l'écologie, l'altermondialisme, la citoyenneté. Il anime le Centre international Pierre Mendès France.

Il est conseiller à la Cour des comptes.

Texte

En quelques années notre paysage économique, social, écologique et culturel s'est profondément transformé. Ce qui était encore, il y a six ans, dans l'ouvrage que j'avais présenté sous le titre Reconsidérer la richesse, une approche extrêmement marginale, commence en effet à s'imposer dans le débat public international sous le double effet de la crise écologique et financière.

Le PIB obsolète

Ce ne sont plus les seules institutions les plus en pointe comme le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), à l'origine des "indicateurs de développement humain", ou les courants "alternatifs" qui mettent en cause l'agrégat principal des comptabilités nationales connu sous le terme de PIB (produit intérieur brut). Au cours des trois dernières années, des institutions internationales comme la banque mondiale et l'OCDE ont commencé à réviser en profondeur leur position sur les indicateurs de richesse. Plusieurs conférences internationales ont lancé le débat sur la question du décalage entre les enjeux écologiques et sociaux d'une part et la description dominante de la richesse des nations. Le Parlement européen a organisé récemment une grande rencontre intitulée de manière significative "Beyond the GDP" ("Au-delà du PIB"). Et il est significatif que cette rencontre ait été construite avec des acteurs importants de la société civile à l'instar de ce que nous avons entrepris en mars 2002 en coorganisant une rencontre internationale avec le PNUD, le secrétaire d'état à l'économie solidaire de l'époque (Guy Hascoët) et le collectif richesse rassemblant des acteurs associatifs soucieux de donner un prolongement citoyen à la mission que je conduisais alors.

Inventer de nouveaux indicateurs de richesse

Dernière évolution significative en date, l'acceptation par deux prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz et Amartya Sen, de conduire les travaux d'une commission internationale sur la question de nouveaux indicateurs de richesse, à la demande du président français.

Sans doute cette dernière initiative montre à quel point cette question de la nature de la richesse des nations peut présenter des aspects contradictoires. Comme le note justement Dominique Meda dans la préface d'une réédition de son livre anticipateur "Qu'est-ce que la Richesse", on peut se demander si nos dirigeants ont une claire conscience de ce que la plupart des nouveaux indicateurs de richesse actuellement développés sur le plan international auraient pour effet de mettre davantage en évidence les effets de creusement des inégalités sociales des politiques économiques actuelles. Mais si contradiction il y a, elle est préférable à la dénégation des problèmes de

représentation et de calcul de la richesse qui restait dominante il y a encore quelques années.

Crise écologique, sociale, financière : la démesure

La situation écologique, sociale et financière qui structure désormais l'horizon planétaire n'autorise plus sans conséquences aggravées, la position dénégatrice. C'est la même logique de démesure (ce que les grecs nommaient "l'ubris") qui est à l'origine de la crise écologique (dérèglement climatique et risques majeurs pour la biodiversité), de la crise sociale (dont la forme la plus dramatique s'exprime par la crise alimentaire) et de la crise financière. Et cette démesure s'est trouvée accentuée par une représentation et un mode de calcul de la richesse qui en sous-évaluant gravement les biens écologiques et sociaux non marchands a lancé le monde dans la course folle d'abord du productivisme industriel oublieux des enjeux écologiques, ensuite d'une financiarisation largement excessive par rapport à l'économie réelle [1]. Les alertes de plus en plus fréquentes lancées par les grandes conférences internationales sur le climat, la biodiversité, les sommets de la terre comme ceux de Johannesburg dix ans après celui de Rio, resteront sans effet si nous continuons à être guidés dans le quotidien des entreprises et des institutions par des indicateurs construits dans une époque (l'après seconde guerre mondiale) où la question écologique était totalement ignorée, celle des services non marchands gravement sous estimée et où la vie associative et le travail domestique étaient considérés comme "improductifs". Nous sommes dans la situation d'un marin qui aurait choisi un nouveau cap mais dont les instruments de bord resteraient réglés sur l'ancien, celui précisément qui nous mène droit sur l'iceberg !

Changer nos modes de vie

Mais changer nos indicateurs de richesse ne suffit pas. C'est une réorientation en profondeur de nos modes de production, de consommation, de vie qui est en cause. Et cette question vaut à l'échelle mondiale car les pays du Sud sont aux premières lignes des conséquences écologiques et sociales dramatiques de la croissance insoutenable qui est aujourd'hui la nôtre. Le Brésil ne pourra supporter longtemps la destruction de la forêt amazonienne, la péninsule indienne la conséquence de la montée des eaux et la Chine les avancées de la désertification. Il faut cesser de croire que les préoccupations écologiques et de bien-être seraient un luxe réservé à des sociétés occidentales tandis que le reste de la planète devrait, lui, parcourir le chemin de l'industrialisation à outrance. La théorie des prétendues étapes obligées du développement s'avère non seulement fausse mais dangereuse. La question écologique est mondiale comme est mondiale la question sociale sans laquelle le défi écologique ne pourra pas être pris à bras le corps car on ne peut demander à des humains dont le projet de vie est à 24 heures (pour reprendre l'expression forte de Bertrand Schwartz) de supporter, avec leurs moyens de subsistance présents, les efforts visant à assurer le devenir de la planète sur le long terme.

Une monnaie complémentaire mondiale ?

Il faudra aussi oser la même approche iconoclaste sur la question monétaire. Comme j'ai eu l'occasion de le souligner lors du colloque à l'initiative du Parlement européen, "Beyond the GDP", les avancées sur la question des indicateurs devront s'accompagner d'avancées de même nature sur la question monétaire dans les prochaines années. On ne peut remettre en cause les thermomètres sans s'interroger sur la pertinence de leurs unités de graduation qui sont le plus souvent monétaires. Comme le souligne Bernard Lietaer, l'un des anciens directeurs de la banque de Belgique, la crise financière actuelle va réouvrir le débat de Bretton Woods sur la nécessité d'une monnaie réellement mondiale qui ne soit pas, comme le dollar aujourd'hui ou la livre sterling hier, une monnaie nationale. Au moment de la célèbre conférence d'après guerre, Keynes s'était fait le fervent

défenseur de cette option également prônée en France par Pierre Mendès-France. Une véritable régulation financière mondiale a besoin de cette monnaie mondiale mais celle-ci doit être alors conçue en cohérence avec les enjeux d'un développement écologique et humain réellement soutenable. Il nous faut traiter conjointement et de manière cohérente les problèmes de la crise financière, de la crise écologique et de la crise sociale. L'ancien directeur de la banque de Belgique fait une proposition très originale pour traiter ce problème : celle d'une monnaie complémentaire mondiale qu'il nomme "la Terra" et dont la caractéristique est de s'appuyer sur un panier de ressources en matière première afin d'éviter le décollage par rapport à l'économie réelle.

Cette monnaie mondiale aurait, en outre, l'avantage de favoriser les investissements à long terme par le biais d'un mécanisme théorisé par un ancien banquier, Silvio Gesell : celui de la "monnaie franche" qui perd de la valeur au fil du temps, si la monnaie n'est pas utilisée, ce qui constitue un puissant outil d'évitement de l'emballement spéculatif à court terme. Cette monnaie mondiale complémentaire (car ne se substituant pas aux monnaies nationales) aurait aussi l'avantage de servir d'ancrage aux multiples expériences de monnaies ou de systèmes d'échange complémentaires ou alternatifs qui existent aujourd'hui à l'échelle locale, régionale voire nationale à l'instar du projet SOL que j'avais proposé dans le rapport "Reconsidérer la Richesse" et qui a depuis été expérimenté



dans le cadre d'un programme Equal européen dans cinq régions françaises [2]. En outre, l'existence d'une telle monnaie complémentaire axée sur la valorisation des activités d'utilité écologique et sociale comme l'est aujourd'hui le SOL permettrait de proposer une solution tout à la fois radicale et libérale (au sens positif du terme) à des problèmes tels que les paradis fiscaux. Ceux-ci constituent le poumon financier de l'économie spéculative mondiale et le moyen privilégié de paupérisation des systèmes publics et sociaux du fait de l'évasion fiscale. Ils sont officiellement condamnés par tous les États démocratiques mais maintenus dans l'hypocrisie la plus totale au motif que si un état interdit les paradis fiscaux dans sa zone d'influence, il va se trouver pénalisé par la concurrence des autres. Or, si une telle monnaie mondiale existait, il serait possible de décider que tout flux financier transitant par un paradis fiscal serait converti immédiatement en cette monnaie.

Les sommes colossales (onze mille milliards de dollars alors que quelques centaines suffiraient selon les Nations Unies à traiter les problèmes vitaux de la planète comme la faim, l'accès à l'eau potable ou aux soins de base !) seraient alors recyclées dans une économie réelle d'utilité écologique et sociale. Le tout serait réalisé sans imposition et offrirait aux "ultra riches" de la planète [3] la possibilité de réaliser plus simplement leurs rêves philanthropiques dont la nouvelle mode a été lancée par Bill Gates. Ils auraient en effet le plein usage de cette monnaie dès lors qu'ils

satisferaient aux critères écologiques et sociaux sur laquelle elle serait fondée.

Un revenu maximal acceptable

Dans le même mouvement, d'autres propositions de mon rapport telle la création d'un plafond de revenu individuel par la création d'un "revenu maximal acceptable" indexé sur les minima sociaux pourrait utiliser ce mécanisme. Toute somme au-delà de ce plafond pourrait être convertie en monnaie complémentaire qui n'aurait rien d'une monnaie de singe puisqu'elle serait utilisable partout sur la planète. Dans le même esprit, la dette publique des États qui, pour l'essentiel, ne provient pas d'un gaspillage démesuré des 35 dernières années mais du changement de mode de création monétaire [4], pourrait être libellée partiellement en monnaie complémentaire mondiale ce qui constituerait un fonds d'investissement considérable au service de grands travaux d'utilité écologique et sociale.

Ce qui serait pénalisé dans une telle perspective, ce ne serait ni l'emploi ni l'investissement productif, ni l'habitat, ni les soins, ni l'éducation... ni aucun usage de la monnaie au service de ce fameux développement durable dont les conférences internationales font régulièrement la promotion. Les seules activités pénalisées par ce mécanisme seraient les activités mafieuses, le luxe démesuré, la spéculation sans rapport avec l'économie réelle, bref ce qui est officiellement condamné ou critiqué par la totalité des autorités morales et la quasi-totalité des personnalités politiques.

Vers une société civile mondiale

Certes, les bénéficiaires du système actuel mobiliseraient des moyens de pression considérables pour maintenir un statu quo qui pénalise par ailleurs au moins 80 % de la population mondiale. C'est bien pourquoi de telles réformes exigent le développement déjà bien entamé d'une société civile mondiale qui porte de tels projets. L'unification du mouvement syndical mondial saluée par Jacques Delors lors du forum pour une mondialisation responsable [5], survenue depuis la première publication du rapport, est une étape importante réalisée dans cette direction.

... et une banque solidaire mondiale

Le projet d'une banque solidaire mondiale qui doit être débattu lors du prochain forum social mondial en fait également partie. Les projets peuvent paraître ambitieux. Mais ils sont à la hauteur des rendez-vous critiques auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée. Si la globalisation financière a été pour l'essentiel une arme pour déréguler les protections sociales mises en place à l'échelle des nations, la construction d'une véritable mondialité est aujourd'hui à l'ordre du jour. Et celle-ci passe par l'émergence d'une citoyenneté et d'une gouvernance démocratique terrienne dans laquelle la prise en compte des enjeux écologiques et humains est la seule manière d'éviter l'enchaînement systémique de drames liés aux crises climatiques, financières et sociales en cours.

Reconsidérer la richesse

C'est pourquoi il est nécessaire de porter les questions d'une nouvelle approche de la richesse à la fois dans l'espace des institutions internationales, dans celui des entreprises et bien sûr dans celui de la société civile mondiale. La création du réseau FAIR (forum pour d'autres indicateurs de richesse), destiné à provoquer un débat civique sur ces questions [6], la préparation d'une rencontre lors du prochain forum social mondial de Belem, le débat public nécessaire avec la commission Stiglitz et les organisations financières internationales constituent des enjeux importants des

prochaines années.

Patrick Viveret

Notes

[1] Moins de 5 % des échanges quotidiens sur les marchés financiers correspondent à des biens et services réels : chiffres donnés par Bernard Lietaer, l'un des anciens directeurs de la banque centrale de Belgique lors de sa conférence à Lille : "mutation mondiale, crise et innovation monétaire" (éditions de l'Aube, juin 2008).

[2] Voir des renseignements sur cette initiative portée par de grands acteurs de l'économie sociale française comme la MACIF, le Crédit Coopératif et le groupe "Chèque déjeuner" et expérimentée en Alsace, Bretagne, Ile- de- France, Nord- Pas- de- Calais et Rhône- Alpes sur www.sol-reseau.coop.

[3] Selon le PNUD, la fortune de quelque deux cent personnes correspond aux revenus de deux milliards et demi d'êtres humains (cf. Rapport mondial sur le développement).

[4] Voir sur ce point " la dette publique : une affaire rentable" d'André Jacques Holbecq, éditions Yves Michel, 2007, qui montre que l'essentiel de la dette publique vient du transfert du droit de création monétaire par le biais du crédit aux banques commerciales et l'obligation ainsi faite aux acteurs publics de payer des intérêts considérables, ce qui n'était pas le cas lorsqu'ils étaient eux-mêmes responsables de la création monétaire. Sans changement de mécanisme de création monétaire, un pays comme la France au lieu de ses 1100 milliards de dette publique serait aujourd'hui en équilibre ou avec une dette de l'ordre de 200 milliards d'euros suivant les scénarios étudiés par l'auteur.

[5] Forum tenu à Lyon en 2006.

[6] Le forum a co-organisé le 22 avril 2008 avec le député Pierre Alain Muet président d'une commission parlementaire sur les indicateurs de richesse une rencontre à l'Assemblée Nationale autour du thème : enjeux démocratiques d'une nouvelle approche de la richesse.

Bibliographie

- Méda Dominique, Au-delà du PIB, Editions Champs, Flammarion, 2008.
- Lietaer Bernard, The Futur of Money, London Random House, 2001.
- Mutation Montale, crise et innovations monétaires, Editions de l'Aube, juin 2008.
- Holbecq André-Jacques, La dette publique : une affaire rentable, Editions Yves Michel, 2007.

Lire également dans l'encyclopédie

* Alain Lipietz, {[Crise financière, écologique, sociale->109]}, (n°82)